

Et si on arrêta de filer un “pognon de dingue” aux riches !

M. Castaner, porte-parole du pouvoir, vient de déclarer sur TF1 ce jeudi 28 juin, qu'il fallait « simplifier » le système des retraites et, entre autres, revisiter la pension de réversion allouée au conjoint survivant.

Et, puisque le personnage est persuadé que les Français sont des gens compliqués, il a échafaudé sa tirade sur la « simplification des choses ».

**Mais il a avoué, au bout du compte, que « nous devons
faire des
économies ».**

Des sacrifices en quelque sorte.

Il avait donc tout dit.

Après le « pognon dingue », voici désormais l'argent volé par la veuve ou le veuf, subtilisé par celle ou celui qui reste, seule ou seul au foyer après tant d'années de labeur.

Car c'est en ce lieu que le gouvernement entend assener son nouveau coup.

Il va être rude.

Sous couvert de « simplification », tout, absolument tout, doit être tiré vers le bas.

Et ce n'est pas à l'endroit où s'étale et se pavane la richesse que M. Macron entend pointer ses flèches, mais là où il y aurait encore de trop.

C'est que le président n'aime pas la pauvreté.

Et, tout comme ces flots de femmes et d'hommes, de bébés et d'enfants, chassés par les bombes – françaises de surcroît –, soumis à la misère ou contraints à l'exil, M. Macron, aux manettes depuis un an, déteste les pauvres.

Il s'occupe d'ailleurs de les rendre coupables de leur sort, ici et ailleurs, et de leur faire payer le prix de leur propre déconvenue.

Comme à faire rendre aux chômeurs le coût de leur fainéantise, sans oublier ces centaines de milliers d'étudiants et d'étudiantes – pourtant l'avenir et la richesse du pays – pour qui Parcoursup a déjà fait des dizaines de milliers de victimes.

De très nombreux directeurs d'établissements hospitaliers viennent de crier famine.

Le 15, et pas seulement à Chaumont, est ou va être supprimé dans maints endroits.

Après la baisse des aides au logement, les coupes sombres dans les services publics, la disparition de milliers de contrats aidés, la hausse de la CSG (ce n'est pourtant qu'un début), les coupes dans le budget de la Sécu avec la diminution des cotisations dites « patronales » et le chômage qui n'en finit pas, les hausses de prix, parfois vertigineuses, les déclarations de M. Castaner font craindre le pire.

Elles justifient d'ailleurs ce que la CGT affirmait au lendemain de l'élection présidentielle : les retraités n'ont rien à attendre du nouveau pouvoir sinon à se rassembler pour défendre et développer leurs conquêtes sociales.

Tel est l'enjeu aujourd'hui quand on sait désormais que 16 millions d'entre nous sont bel et bien dans la ligne de mire gouvernementale et que, de ce côté, aucun cadeau ne sera fait.

C'est aussi « simple » que ça.

Jack Formet